

Les crédits

Il faut mettre les boeufs devant la charrue. Débarrassons-nous des barrières commerciales à l'intérieur du pays. Faisons coopérer nos secteurs du bâtiment et de la fabrication, nos ressources financières et nos travailleurs, et laissons le marché choisir les gagnants pour qu'ils puissent être compétitifs dans le monde entier. J'estime que si nous adoptons ce genre d'approche, nous serons des gagnants dans le monde entier, car nous pourrions soutenir la concurrence sans l'aide du gouvernement, sans subvention gouvernementale, dans n'importe quel marché du monde.

[Français]

M. Benoît Tremblay (Rosemont): Monsieur le Président, j'espère qu'un jour les gens comme le député de Calgary—Centre vont abandonner leur vision idéologique et arriver dans les dimensions concrètes de la vie économique du Canada comme d'autres pays.

Le député dit que l'industrie militaire est très largement une industrie de haute technologie, et on sait très bien que l'industrie militaire est appelée à devenir moins importante dans l'avenir. Or, en Amérique du Nord, et c'est beaucoup plus vrai aux États-Unis que ce ne l'est ici, il ne faut pas oublier que notre principal concurrent, c'est les États-Unis.

Pendant des années et des années, la majorité des fonds gouvernementaux pour la recherche et le développement sont venus par l'industrie militaire, que ce soit dans le domaine des télécommunications, dans le domaine des nouveaux matériaux, dans le domaine de l'aéronautique, une partie immense des fonds de recherche et de développement sont venus des gouvernements à des fins militaires parce qu'on voulait que l'armée soit à l'avant-garde à la fois dans l'aviation et dans les télécommunications, et toute la question des nouveaux matériaux a toujours été importante pour développer les deux autres secteurs. Cela a permis aux États-Unis d'avoir un avantage concurrentiel important dans ces secteurs, en termes de recherche et de développement. Il faut maintenant avoir d'autres façons de faire, bien sûr. C'est certain qu'on est d'accord pour une diminution de l'industrie militaire, mais il faut parallèlement s'assurer que l'ensemble des recherches et l'ensemble des découvertes qui peuvent avoir des applications civiles ne soient pas abandonnées à la simple possibilité que l'une ou l'autre des entreprises fasse faillite demain matin, parce que le gouvernement décide, du jour au lendemain, d'annuler des contrats très importants, comme on vient de le faire dans le domaine des hélicoptères.

• (1350)

Pour être concurrentiels sur la scène mondiale, il ne s'agit pas simplement d'avoir une idéologie, de dire que le gouvernement ne doit jamais intervenir. Il faut tenir compte de la source de notre capacité concurrentielle. Or, il est clair que l'industrie militaire a été, pendant des années, une source importante de notre capacité concurrentielle dans le secteur civil. Les Américains se sont donné un programme de transition de l'industrie militaire vers l'industrie civile. Ils se sont donné aussi des stratégies nationales de remplacement dans le domaine de la recherche et du développement, des télécommunications, des nouveaux matériaux et de l'aéronautique. Ils ont maintenant d'autres stratégies qui viennent remplacer l'industrie militaire comme outil de recherche et de développement.

La seule proposition que le Bloc québécois fait aujourd'hui, c'est que le gouvernement nous donne précisément cette stratégie, que nos concurrents débloquent. On a beau parler de concurrence mondiale, de faire de l'idéologie avec ça, mais 80 p. 100 de notre marché, surtout dans le domaine industriel, ce sont les Américains de l'autre côté. Alors il faut avoir les outils. Il faut s'assurer qu'il y ait une transition pour conserver l'avantage concurrentiel qu'on a.

Justement—vous le dites vous-même—ces entreprises—là ont déjà entrepris d'être dans le domaine civil. Ce dont il faut s'assurer, c'est que ce transfert—là s'accélère, parce qu'on sait très bien que pour arriver à réduire le budget et le déficit de ce gouvernement, il faut réduire de façon considérable nos dépenses militaires et donc accélérer la conversion du militaire au civil. Et si on l'accélère, il faut en même temps s'assurer d'une transition plus rapide de l'industrie militaire vers une industrie civile, sans perdre l'avantage concurrentiel que nous possédons en haute technologie. C'est précisément et simplement la demande du Bloc québécois.

[Traduction]

M. McClelland: Monsieur le Président, je respecte l'opinion de mon collègue et je partage certaines des idées qu'il vient d'exprimer.

Il y a toutefois une contradiction, parce que je me souviens d'avoir dit dans mon exposé que, s'il y a un moment où le Canada a dit adieu à la haute technologie, c'est lorsqu'il a dit adieu à l'Avro Arrow, il y a de cela à peu près 35 ans. Nous étions les leaders dans ce domaine et nous y avons renoncé. Depuis, nous dépendons de la haute technologie étrangère pour nos avions et nos industries de défense. Le noyau, l'essentiel vient de l'étranger. Je suis entièrement d'accord.

En conséquence, si je reconnais le bien-fondé de cela et des assertions du député, celui-ci doit aussi admettre qu'en nous en remettant à la haute technologie étrangère, nous ne pouvons pas dépendre de notre haute technologie. Nous ne pouvons dépendre des deux. L'industrie de la défense a été un moteur de la haute technologie au Canada. C'est incontestable.

Les satellites, le bras canadien et toutes ces inventions qui peuvent être considérées comme militaires ou axées sur la défense, ne disparaîtront pas. Or, lancera encore des satellites dans l'espace. Nous devrions tous prier pour le satellite Anik E2, où qu'il se trouve là-haut. Dieu seul sait ce qu'il est advenu de lui. Quoi qu'il en soit, l'industrie de la haute technologie ne se volatiliserait pas et ne disparaîtrait pas.

Ce dont nous avons besoin, c'est la vision des actionnaires de ces entreprises. Voilà en quoi consiste leur travail. Les administrateurs de ces entreprises doivent prévoir dans quel domaine ils devraient investir leurs efforts dans l'avenir. C'est peut-être dans le domaine de l'environnement. C'est peut-être dans l'extraction de minéraux dans des endroits difficiles d'accès.

• (1355)

Ce que je veux dire, c'est que ce n'est pas le rôle du gouvernement de décider la teneur des initiatives à prendre. C'est celui de l'industrie et des propriétaires d'entreprises dans ce secteur. Ils feront un bien meilleur travail que nous. Lorsque nous avons eu notre cours d'orientation et que nous avons franchi ces portes,